

Togo / Remue-ménage politique

La présidentielle de 2020 est déjà au centre de tous les calculs

Ces derniers temps des mouvements inhabituels sont observés sur la scène politique togolaise. Pour les profanes, cela n'a rien d'extraordinaire. Surtout que l'on vient de connaître une grave crise avec l'élection de toutes les incertitudes. Donc aucune...



PAGE 3

SOCIAL



Bien-être et meilleures conditions de travail

Le Togo va renforcer la protection sociale et réviser le code du travail

Lors d'une rencontre internationale sur la protection sociale hier à Lomé, le ministre de la Fonction publique, et de la Réforme administrative, Gilbert Bawara a annoncé deux mesures sociales très importantes dans le sens de l'amélioration du bien-être et des conditions ...

PAGE 2

ECONOMIE



Mécanisme incitatif de financement agricole

Les banques togolaises partenaires du Mifa auront l'appui de la BOAD

La Banque ouest africaine de développement (BOAD) accompagne le Mécanisme incitatif de ...

PAGE 5

Education inclusive et de qualité

Dans les pays en développement, une fille sur quatre n'est pas scolarisée

PAGE 11



Plan national de développement

Le réseau African Delivery Unit pour mieux accompagner la transformation du Togo

En marge de la troisième Conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique tenue à Dakar au Sénégal du 17 au 19 janvier dernier, 10 pays africains dont le Togo ont lancé le réseau African Delivery Unit. L'African Delivery Unit est un programme qui vise le développement des pays membres de ce réseau.

PAGE 5

EDITO

Double attente...

Les Togolais piaffent toujours d'impatience de connaître les successeurs de Sélom Klásou à la Primature et de Drama Dramani, au perchoir de l'Assemblée nationale. Beaucoup ont attendu, hier voir se dégager la « fumée blanche », révélant le nouveau visage à la tête du parlement togolais, au terme de la 3e session plénière de plein droit de la 6e législature Initialement prévue initialement pour lundi dernier.

Finalement, elle a été consacrée à la restitution aux députés de la décision de la Cour ...

PAGE 3

Match test

Les Eperviers juniors en amical aujourd'hui

En stage depuis le 15 janvier 2019 dans le cadre du match amical international contre leurs homologues du Burkina Faso, les éperviers juniors ont effectué leur dernière ...



PAGE 10

 <p>Quel est au juste le prochain objectif de la Coalition de l'opposition ?</p>	SOMMAIRE	<p>Côte d'Ivoire Un dialogue politique pour réformer la CEI</p>  <p>P 4</p>	<p>Rapport économique, financier et social 2018 La valeur totale des exportations du Togo vers les Etats de la Cédéao s'élève à 135,7 milliards de FCFA</p>  <p>P 5</p>	<p>Victoires de la Musique togolaise Un nouvel événement musical à l'horizon</p>  <p>P 9</p>	<p>Pénurie du sang au Togo L'association Nubueke lance l'acte 3 de sa campagne de sensibilisation</p>  <p>P 11</p>
---	----------	---	--	--	--

Bien-être et meilleures conditions de travail

Le Togo va renforcer la protection sociale et réviser le code du travail

Lors d'une rencontre internationale sur la protection sociale hier à Lomé, le ministre de la Fonction publique, du et de la Réforme administrative, Gilbert Bawara a annoncé deux mesures sociales très importantes dans le sens de l'amélioration du bien-être et des conditions de travail des populations togolaises.

La protection sociale à travers l'assurance santé est une mesure indispensable en faveur des populations face aux inégalités qui subsistent dans nos sociétés. Elle permet d'assurer l'accès facile aux soins de santé à tout moment tout en sachant que tout le monde n'a pas les moyens de se soigner convenablement chaque fois que la maladie survient. L'assurance santé c'est bien, mais une assurance santé universelle est la

meilleure option pour une réelle justice sociale et une société épanouie. Le gouvernement togolais fait d'énormes efforts depuis quelques années déjà pour permettre à notre pays de parvenir à cet idéal. La mise en place de l'Institut national d'assurance maladie (Inam) a été un réel catalyseur pour le secteur. Beaucoup de nos compatriotes et leurs familles en profitent déjà largement. Certains souscrivent aussi à des formes

d'assurance dans le secteur privé. Entre-temps, l'Inam a entrepris son extension vers d'autres couches de la population. L'assurance FNFI et autres mutuelles ne sont pas du reste. Mais l'annonce du ministre Bawara hier est une aubaine. Dans les jours à venir, nous allons assister à « l'extension et au renforcement de la protection sociale et la révision du code du travail ». Étendre la protection sociale et pourquoi pas à toute la population (protection



Gilbert Bawara

sociale universelle), est un objectif qu'il faut résolument viser et atteindre d'ici quelques années. Des moyens doivent être mis en œuvre pour y parvenir. Réviser le code du travail pour l'actualiser face aux évolutions que connaît aujourd'hui

le monde du travail, est une autre nouvelle qui fera certainement jubiler les travailleurs. Toutes ces mesures vivantes l'amélioration des conditions de vie et de travail des Togolais, sont attendues avec impatience.

Edem Dadzie

ACHETEZ & LISEZ désormais


 togomatin

SUR  **MONKIOSK.com**

OU

sur le portail  **Lome.com**

www.monkiosk.com

www.alome.com



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
 Edité par DIRECT MEDIA RCCM
 N° TG. LOM 2015 B 1045
 BP : 30117 Lomé - Togo
 Tél : (+228) 22 25 02 23 /
 90 15 39 77 / 97 87 12 42
 Facebook: togomatin
 E-mail : atogomatin@gmail.com
 Site web: www.togomatin.tg
 Tw: @togomatin1
 Mson de la Presse: Casier N° 53
 Siège

Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
 Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
 Rachidou Zakari

Responsable web:
 Carlos Amevor

Comité de rédaction:
 Françoise Dasilva
 Alexandre Wémima
 Edem Dadzie

Essoyodou Awih

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
 Gloria Léma Yaglia

Service commercial:
 DIRECT AGENCE
 Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
 Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

EDITO

...Constitutionnelle sur les amendements de certains articles du règlement intérieur. « Au niveau des articles que nous avons modifiés, il se trouve que l'article 9

n'est pas conforme à la Constitution et la Cour Constitutionnelle a attiré notre attention là-dessus. Au cours de cette session, les 91 députés ont adopté à l'unanimité le nouveau règlement intérieur de la 6e législature. Ceci, conformément à la décision de la Cour Constitutionnelle... Dès que nous avons connu la décision de la Cour Constitutionnelle, nous avons convoqué la commission spéciale qui était chargée de revisiter le règlement intérieur. Ses membres ont été priés instamment de tenir

compte de la décision de la Cour et c'est ce que nous avons fait cette après-midi en adoptant la nouvelle mouture et l'article 9 nouveau ne fait plus partie des articles modifiés. L'article 9 originel a été intégralement remis à sa place », a expliqué le député André Johnson, qui préside les travaux de cette nouvelle Assemblée, en attendant la formation réglementaire du nouveau bureau.

Les Togolais qui attendent depuis plusieurs jours de connaître le nouveau Premier ministre, doivent attendre encore plusieurs

jours pour connaître le président de l'Assemblée nationale, la deuxième personnalité du pays.

Les polémiques, les pronostics et les supputations ont encore de beaux jours devant eux, si bien que les minutes et les heures qui viennent semblent longues et difficiles à tenir pour plusieurs hommes politiques.

Dans les coulisses de la nouvelle Assemblée nationale, l'on est curieux de connaître les alliances qui se nouent, les promesses qui se font...et qui peuvent très déterminantes pour

le choix, aussi bien du nouveau Premier ministre que l'élection du nouveau président de l'Assemblée nationale. Toute chose qui consacrerait une nouvelle redistribution des cartes, avec la formation du nouveau gouvernement qui devra suivre...

Pour l'heure, les Togolais ont envie de dire que le mois de janvier n'est pas long que sur le plan économique et financier pour leurs ménages, mais il semble aussi long politiquement.

Dieudonné Korolakina

Togo / Remue-ménage politique

La présidentielle de 2020 est déjà au centre de tous les calculs

Ces derniers temps des mouvements inhabituels sont observés sur la scène politique togolaise. Pour les profanes, cela n'a rien d'extraordinaire. Surtout que l'on vient de connaître une grave crise avec l'élection de toutes les incertitudes. Donc aucune activité politique actuelle ne devrait sans doute pas donner l'occasion à quelque interprétation que ce soit. Toutefois, les gesticulations de la Coalition des 14 qui menace de reprendre les manifestations, le calme et la sérénité au niveau du pouvoir, l'émergence de nouveaux acteurs, ne sont pas du tout à négliger. 2020 n'est pas loin.

La Coalition tente de remobiliser en utilisant des propos susceptible d'exciter la sensibilité des militants : « ce n'est pas le temps de se décourager. Ce qui s'est passé le 20 décembre ne doit nous affaiblir. Au contraire, c'est plutôt le moment d'intensifier la lutte », peut-on les entendre déclarer. « L'alternance interviendra au plus tard en 2020 », a promis la Coordinatrice de la Coalition, Brigitte Kafui Adjamagbo Johnson.

Le Parti national panafricain (PNP) membre de la Coalition, à l'origine de la crise née le 19 août 2017, menace de mettre en œuvre une nouvelle phase de sa déclaration de Tchamba. On est tenté de se demander

de quoi il s'agit exactement. Jean Eklou, président national de la jeunesse de l'Alliance nationale pour le changement (ANC), se donne six mois pour remobiliser les troupes et provoquer la révolution. Encore une fois des paroles qui font rêver.

Mais, une chose est constante chez ces partis : on veut maintenir la flamme dans la perspective non seulement d'éventuelles élections locales, mais aussi de la présidentielle de 2020. De nouveaux acteurs sont arrivés sur la scène politique que ce soit dans les partis traditionnels ou les plus jeunes. On sent un jeu de positionnement sournois qui s'opère. Des mouvements aussi naissent

et prennent des positions en faveur de l'un ou l'autre camp. Au niveau du parti au pouvoir, l'apparente détente ne signifie pas qu'on a baissé la garde. Du travail et de la réflexion sont sans doute en cours pour bondir le moment venu.

Les préparatifs de l'élection de 2020 sont aussi activement en cours et peut-être même très avancés. Les sommités du parti n'hésitent pas à exprimer clairement le fait que la prochaine étape, ce sont non seulement les élections locales mais aussi la présidentielle de 2020. Beaucoup d'actions sur le terrain sont assurément des paramètres à prendre en compte.

La constitution tardive d'un



Au parti Unir, 2020 est déjà arrivé

nouveau gouvernement après la démission de celui dirigé par le Premier ministre Klassou suite aux élections législatives passées est aussi analysée par certains dans ce sens. Pour ces leaders d'opinion, le gouvernement qui sera constitué devra travailler pour la bonne tenue des prochaines élections et surtout faire en sorte que le parti au pouvoir puisse préserver et pourquoi pas, augmenter sa popularité. Il est évident face à tous les

mouvements et à tous les propos tenus ici et là que 2020 est déjà au centre de tous les calculs. Il reviendra maintenant aux acteurs engagés dans ce challenge, tout en œuvrant chacun pour l'essor de son camp de penser à l'intérêt national. Aucune velléité d'exclusion n'a plus le droit d'exister. Toutes les voix doivent s'exprimer afin que les Togolais fassent librement leur choix.

Edem Dadzie

La réconciliation toujours en marche

Le Hcrrun poursuit en ce début d'année l'indemnisation des victimes non-vulnérables

Pas de répit au Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (Hcrrun). La commission dirigée par Awa Nana Daboya et en charge de réconcilier les Togolais en mettant en œuvre les recommandations de la Commission vérité, justice et réconciliation (CVJR) à travers notamment le programme des réparations (cette manque de quelque chose, relisez-la deux fois et vous saurez quoi faire). Ainsi, une centaine de victimes non-vulnérables vont bénéficier de la reconnaissance symbolique de l'Etat du 22 au 25 janvier 2018.

La réconciliation nationale est pratiquement une réalité dans notre pays. Il reste du chemin à parcourir pour la parachever, mais

des bases solides sont en train d'être posées. Le leitmotiv, c'est de ne laisser personne de côté. Les premiers responsables du Haut-commissariat

à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCCRUN) en sont conscients.

L'année dernière, un pas important avait été franchi.

Il s'agit de la deuxième étape du programme des réparations. Dès l'entame de la nouvelle année, l'institution dirigée par Mme Daboya enchaîne immédiatement avec cette étape. Les victimes concernées seront accueillies au siège du Hcrrun à Lomé. Lors de l'étape précédente, l'équipe s'était déplacée vers les victimes à l'intérieur du pays.

L'essentiel en tout cas, c'est que ces victimes entrent dans leurs droits et soient apaisées. Le Hcrrun a d'ailleurs promis de prendre les dispositions pour les faire venir dans la capitale togolaise. Il ne devrait

en principe pas avoir de problème. Autres détails importants et sur lesquels le Hcrrun n'a pas manqué de communiquer : les victimes doivent se munir de certains documents importants.

Elles doivent présenter l'une des cartes suivantes en cours de validité : passeport, carte nationale d'identité, carte d'électeur, permis de conduire. Pour les victimes en attente de leur indemnisation, le Hcrrun les invite à attendre patiemment leur tour de programmation. La liste des victimes concernées par la présente indemnisation peut être consultée sur le site internet du Hcrrun.

Edem Dadzie

Bénin / Législatives**Annoncée en grande pompe, la liste unique de l'opposition peine à prendre corps**

Si les partis de l'opposition ont récemment annoncé leur volonté d'aller aux législatives du 28 avril prochain avec une seule liste, plusieurs sujets de discorde, dont le choix de la tête de liste, mettent à mal leur stratégie politique.

On pensait leurs rangs serrés depuis l'accord de principe acté par les principales forces politiques de l'opposition, le 16 janvier dernier. Après plusieurs semaines de tractations – notamment conduites par l'ancien président Thomas Boni Yayi –, le principe d'une « liste unique » de l'opposition en vue des législatives du 28 avril 2019, « sous une seule et même bannière », annonçaient-ils dans leur communiqué, a ainsi été validé.

« Les partis, forces, mouvements et personnalités politiques engagés dans et alliés de la Coalition pour la défense de la démocratie (CDD), ont



Des opposants au Bénin

donc décidé de se donner les moyens de poursuivre leurs actions [...] à travers une liste unique », soulignaient-ils dans leur texte, notamment ratifié par les Forces cauris pour un Bénin émergent (FCBE) de Boni Yayi, la

Renaissance du Bénin (RB) de l'ancien président Nicéphore Soglo et l'Union sociale libérale (USL) de Sébastien Ajavon.

Mais sur le terrain, le projet peine à avancer en raison de querelles intestines. Certaines

manœuvres de leadership au sein de l'opposition ont récemment été révélées au grand jour par Candide Azannaï, ancien ministre démissionnaire du président Patrice Talon et chef du parti Restaurer l'espoir (RE). Dans un document audio qui a fait le tour des réseaux sociaux, il a notamment dénoncé les velléités de domination de certaines forces politiques au nom de leur capacité financière et de leur poids politique. Candide Azannaï y dénonçait, entre autres, « l'arrogance financière » affichée par certains responsables du parti USL.

L'autre point de discorde – le principal selon plusieurs sources au sein de l'opposition –, n'est autre que le choix

de la formation qui sera chargée de conduire ladite liste. Aucune entente ne semble se dessiner à l'horizon : fin décembre, lors d'un congrès extraordinaire, le parti FCBE avait exprimé officiellement sa volonté de conduire la liste unique ; et l'USL de Sébastien Ajavon nourrit la même ambition.

De même, le positionnement entre les candidats pour la confection de la liste unique ne fait pas l'unanimité. « L'opposition n'a plus le temps de s'entendre et de confectionner sereinement une liste unique avant le dépôt des listes de candidats prévu entre le 21 et le 27 février », analyse un observateur de la vie politique, avant d'ajouter : « Elle n'a aucune chance si elle ne présente pas une liste unique ».

T.M.

RDC / Victoire de Tshisekedi**L'Union européenne opte pour un consensus national**

Il y avait beaucoup d'attente évidemment avant cette réunion. D'autant que c'était un rendez-vous commun Union européenne - Union africaine avec des questions à l'ordre du jour sur la politique et la gouvernance. Si, à Bruxelles, on attendait une éventuelle position commune sur la RDC, c'est désormais la prudence qui domine. On prend note, on prend acte.

Que pense l'Union européenne de la victoire de Félix Tshisekedi ? Le sujet était au cœur ce mardi d'une réunion du Conseil européen à Bruxelles. Un rendez-vous prévu de longue date et très attendu aussi par tous ceux qui scrutent les réactions de la communauté internationale.

La proclamation officielle par la Cour constitutionnelle à Kinshasa et la reconnaissance de ce résultat par des poids lourds de la scène diplomatique africaine, comme l'Afrique du Sud, voilà les deux éléments qui ont changé la donne. Certains accuseront les Européens de rétropédalage, mais la crainte d'être accusé d'ingérence dans les affaires intérieures du Congo semble dorénavant dominer.

La proclamation de Félix Tshisekedi à la présidence

de la République démocratique du Congo a créé un état de fait qui pousse les Européens à se démarquer de leur déclaration de la semaine dernière. Quant à leurs doutes ou à leurs demandes de publication de résultats plus cohérents avec les attentes, le ministre belge se borne à regretter un manque de transparence dans le processus.

Dans l'ensemble, pour les Européens, l'heure est plutôt à la formulation d'un espoir de consensus national en République démocratique du Congo. Dans leur déclaration commune, les participants à cette réunion commune de l'Union européenne et de l'Union africaine insistent sur les défis à relever pour le nouveau président congolais en termes de société, de gouvernance, de sécurité et d'économie.

T.M.

Côte d'Ivoire**Un dialogue politique pour réformer la CEI**

En Côte d'Ivoire, des pourparlers pour la réforme de la Commission électorale indépendante (CEI) en vue de la présidentielle de 2020 ont débuté, lundi 21 janvier, dans un contexte politique très tendu. En novembre 2016, le pays avait été épinglé par la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples qui a estimé, dans un arrêt, que la CEI ivoirienne n'était ni indépendante ni impartiale. Aussi, ce lundi, le gouvernement a reçu les représentants d'une quinzaine de partis politiques pour une séance de prise de contact et lancer le processus.

Pour cette première rencontre, chaque représentant a exprimé sa satisfaction d'être là, comme le secrétaire exécutif du PDCI, Maurice Kakou Guikahué, ou parfois donné un aperçu de ses attentes quant au processus qui démarre.

« Nous espérons que toutes les questions liées aux élections seront abordées, depuis le recensement des électeurs jusqu'à la proclamation définitive des résultats des différentes élections, en nous penchant particulièrement sur la situation de toutes les institutions impliquées dans ce processus », a déclaré Pascal Affi N'guessan, le président du FPI officiel. En 2016, la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples a estimé que la CEI ivoirienne n'était pas impartiale ni indépendante du fait de sa composition. En faisant partie 17 membres dont 4 représentants des autorités, un magistrat désigné par le Conseil



Un bureau de vote en Côte d'Ivoire

supérieur de la magistrature, quatre représentants de la société civile, quatre représentants des partis au pouvoir et quatre de l'opposition.

L'actuelle CEI, créée en 2001, a fait l'objet de discussions et d'un consensus en 2013 et 2014. « On ne peut pas faire fi de ce consensus », a expliqué aux journalistes le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. « Une fois que l'on se sera mis d'accord sur la structure, au niveau donc des hommes qui représentent les différentes sensibilités politiques, c'est

à ce niveau-là qu'il pourrait y avoir quelques changements ici ou là, mais la structure elle-même de la CEI est, aujourd'hui, une structure qui permet donc d'avoir la représentation de l'ensemble des forces politiques, qu'elles soient de l'opposition ou de la majorité dans notre pays », a-t-il ajouté.

Quoi qu'il en soit, les partis ont deux semaines pour rendre leurs contributions. La société civile sera, quant à elle, reçue jeudi 24 janvier par le gouvernement.

Rfi.fr

Plan national de développement

Le réseau African Delivery Unit pour mieux accompagner le programme de transformation du Togo

En marge de la troisième Conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique tenue à Dakar au Sénégal du 17 au 19 janvier dernier, 10 pays africains dont le Togo ont lancé le réseau African Delivery Unit. L'African Delivery Unit est un programme qui vise le développement des pays membres de ce réseau.

Le réseau African Delivery Unit regroupe au total 12 pays à savoir le Togo, le Bénin, le Sénégal, le Ghana, la Gambie, le Kenya, le Libéria, le Madagascar, le Maroc, la Guinée, le Nigéria et la Malaisie. Le réseau fera la coordination, l'exécution et le suivi de la mise en œuvre des plans de développement et de certains projets structurants sur le continent.

Pour le coordonnateur de la Cellule présidentielle d'exécution et de suivi des projets prioritaires

Kanka-Malik Natchaba, ce réseau permettra de mieux accompagner le programme de transformation du Togo. « Le chef de l'Etat par sa vision a voulu cette Delivery Unit afin d'accompagner au mieux le programme de transformation du Togo. Cette décision ambitieuse qui traduit le changement de paradigme organisationnel est reconnue aujourd'hui par la participation de la cellule, que j'ai l'honneur de coordonner, à cet événement majeur.

Nous apprendrons certainement beaucoup des difficultés que nos devanciers ont pu connaître et surtout capitaliser sur les facteurs de succès et les outils existants », a déclaré M. Kanka-Malik Natchaba. African Delivery publiera régulièrement les résultats et les réflexions sur les solutions innovantes en Afrique. « Le réseau ambitionne une publication périodique des résultats et des réflexions sur les solutions innovantes mises en œuvre dans le



Photo de famille au lancement du réseau

cadre de la transformation économique de l'Afrique », a affirmé Ibrahim Wade, directeur général du bureau opérationnel de suivi du Plan Sénégal émergent.

La prochaine rencontre du

réseau est annoncée pour le troisième trimestre de cette année à Nairobi au Kenya. La feuille de route du réseau et ses instances seront connues au cours de cette rencontre.

Félix Tagba

Mécanisme incitatif de financement agricole

Les banques togolaises partenaires du Mifa auront l'appui de la BOAD

La Banque ouest africaine de développement (BOAD) accompagne le Mécanisme incitatif de financement agricole (Mifa). La BOAD va appuyer les banques togolaises partenaires du Mécanisme. Cet appui a été décidé suite à une présentation faite au siège de la Banque le lundi 21 janvier dernier par la coordination du Mifa.

Depuis novembre 2018, les responsables du Mifa ont entrepris des démarches auprès de la BOAD. A travers ces démarches, le Mifa veut obtenir des financements au profit des banques qui s'impliquent dans le projet et nouer un partenariat stratégique pour le déploiement du Mécanisme.

Le site Togofirst indique

que selon les sources proches de la coordination du Mifa, les objectifs de cette présentation ont été atteints. A la fin de la présentation, la BOAD a annoncé sa disponibilité à accompagner le Mifa sur ces deux volets.

Ainsi, Orabank et d'autres institutions partenaires du Mécanisme pourront disposer à leur demande des lignes de crédits

dédiées au financement de l'ensemble de la chaîne de valeur agricole.

Le Mifa est fondé sur le partage de risques et vise à mobiliser des financements pour le secteur agricole et permettre aux acteurs de ce secteur de sortir de l'extrême pauvreté. Le Mécanisme veut également favoriser l'accroissement du financement des banques et des Systèmes



Des responsables du Mifa à la conférence

financiers décentralisés (SFD) au profit du secteur agricole.

Depuis son lancement, le Mécanisme a permis de mobiliser plus d'un million de FCFA de crédits auprès des banques commerciales

et des SFD au profit des exploitants agricoles, des acheteurs des produits agricoles et des promoteurs d'unités de transformation agroalimentaire entre autres.

F.T.

Rapport économique, financier et social 2018

La valeur totale des exportations du Togo vers les Etats de la Cédéao s'élève à 135,7 milliards de FCFA

Selon le rapport économique, financier et social 2018 du gouvernement, les exportations du Togo vers les pays de la Cédéao s'élèvent à 135,7 milliards de FCFA. Le Burkina-Faso et le Bénin sont les premiers pays d'exportations des produits togolais dans cet espace. Ces pays représentent respectivement 39,5% et 19,9% de la valeur totale des exportations.

La Cédéao est la première destination des produits togolais. Les produits exportés vers cet espace représentent 61,2% de la valeur des exportations. Au premier semestre 2017, la valeur des exportations des produits togolais vers la Cédéao était de 149 milliards FCFA,

soit 61,3% de la valeur des exportations.

Le rapport économique, financier et social 2018 indique que : « le Burkina-Faso a importé essentiellement du Togo des ciments non pulvérisés dits clinkers et des sacs, sachets, pochettes et

cornets en matières plastiques ».

Le Togo a exporté vers le Bénin des « sacs, sachets, pochettes, cornets en matières plastiques » et d'autres produits comme des maquillages, l'huile de palme raffinée et ses fractions et des produits de beauté.

L'Inde est le troisième pays d'exportation du Togo avec 15,9 milliards de FCFA, soit 7,2% de la valeur des exportations. Ce chiffre est en hausse par rapport à celui du premier semestre de 2017 qui était de 12,3 milliards de FCFA soit 5% de la valeur des exportations. Les produits togolais sont également exportés vers l'Union européenne (UE). Selon le rapport « les exportations du Togo vers

l'UE ont atteint 6,5 milliards au deuxième trimestre 2018, soit 5,7% de la valeur totale des exportations contre respectivement 5,8 milliards de FCFA et 4,8% au deuxième trimestre 2017 ». Les produits togolais ont été principalement exportés vers la France, le Portugal et l'Allemagne. Ces pays sont respectivement les 3 premiers clients du Togo dans l'UE.

F.T.

Environnement

L'engagement du Togo dans la protection de la couche d'ozone

La journée du 16 septembre de chaque année correspond à la date anniversaire de la signature, en 1987, du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. La journée du 16 septembre 2018 n'a pas dérogé à la règle de cette célébration, axée autour du thème « Gardons la tête froide et poursuivons nos efforts le Protocole de Montréal ». Ainsi, l'Organisation des Nations unies (ONU), grâce à sa cellule en charge de l'environnement assigne à tous les pays la responsabilité de protéger la couche d'ozone. Le Togo n'est pas du reste dans cette mission de protection.

Le Togo a matérialisé la célébration de la journée internationale de la protection de la couche d'ozone à travers un discours du ministre de l'Environnement et des Ressources forestières, André Johnson. Ce discours,

tenu le jeudi 13 septembre depuis son cabinet, met en exergue les actions faites par le gouvernement togolais dans la protection de la couche d'ozone et le rappel de la responsabilité de tous les Togolais.

Le bilan du Togo face aux réalités liées à la dégradation de la couche



Tous pour une protection de la couche d'ozone

Selon le ministre André Johnson, le 25 février 1991, le Togo a signé et ratifié la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone et son protocole de Montréal traduisant dans les faits, son engagement à protéger la couche d'ozone et réduire les émissions de gaz à effet de serre. Afin de commémorer l'adoption de ce protocole,

la journée du 16 septembre a été instituée par l'Assemblée générale des Nations unies. Le but principal de la célébration de cette journée est de permettre au pays de porter un regard rétrospectif sur les activités initiées dans le cadre de la protection de la couche d'ozone et la lutte contre les changements climatiques ; de rappeler les résultats atteints et de saisir l'occasion

pour faire une sensibilisation du public tant sur le rôle de la couche d'ozone que sur le cadre réglementaire qui sous-tend l'utilisation des gaz frigorigènes. (...) Les conséquences de la destruction de la couche d'ozone et du réchauffement du climat ne sont plus à démontrer. Les fortes chaleurs, les pluies tardives et leur mauvaise répartition, les inondations, la sécheresse, l'érosion côtière, etc., sont les manifestations que nous observons ces derniers temps.

Dans ses efforts pour répondre à ses obligations vis-à-vis du protocole de Montréal, le Togo a mis en place depuis 2002, un plan de gestion de fluides frigorigènes. Il est articulé autour de trois composantes. La première prend en compte la sensibilisation, l'information du public, la formation des techniciens de froid et des agents des douanes ; la deuxième établit un système de quotas pour réglementer le secteur des importations. Il vise à faire le suivi de la réduction progressive de leur importation et élimination complète de ces substances nocives pour la couche d'ozone. La troisième prévoit un mécanisme de surveillance des importations de Sao dans notre pays. Aussi, pour permettre le renforcement des capacités des techniciens de froid et assurer l'appropriation des bonnes pratiques,

les centres de formation technique ont-ils bénéficié des équipements et des kits d'appareils de mesures.

Dans le même cadre, la représentation nationale de l'association des frigoristes du Togo (Afrito), a également bénéficié des équipements au profit de la corporation. Grâce à ces efforts, le Togo, sous la houlette du chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, a gagné le pari d'éliminer les substances les plus nocives à la couche d'ozone à savoir les CFC ou fréon pendant que les pays développés ont arrêté leur production. (...) « C'est le lieu de rappeler que face à l'ampleur des défis à relever en vue d'atteindre les Objectifs du développement durable (ODD), il est de notre responsabilité de contribuer à l'effort de protection de l'environnement et à la réduction de la vulnérabilité des populations face aux aléas naturels. Je voudrais encourager les jeunes, les femmes, les hommes qui, de manière individuelle ou collective, collaborent avec le ministère de l'environnement et des ressources forestières pour une mise en œuvre efficace du Protocole de Montréal dans notre pays », a déclaré le ministre André Johnson.

Ministère de l'Environnement et des Ressources forestières

Action internationale entreprise par le gouvernement togolais

Les représentants de quelques 190 pays, dont le Togo, ont tenu en septembre 2007 une réunion d'une semaine à Montréal pour tenter de faire d'une pierre deux coups en matière

d'environnement: protéger la couche d'ozone, tout en luttant contre le réchauffement climatique. Ces pays discutent de l'accélération de l'élimination de substances chimiques appauvrissant la

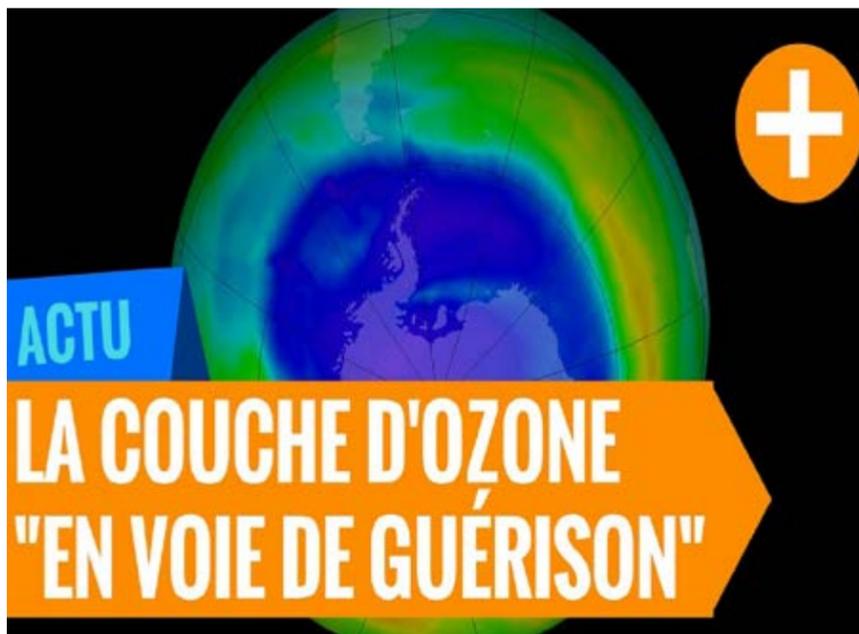


Le ministre André Johnson

couche d'ozone, en s'appuyant sur le succès du protocole de Montréal, dont ils ont fêté dimanche dernier le 20e anniversaire. L'ambassadeur du Togo au Canada d'antan, Bawoumond Amelete, qui représentait le ministre de l'Environnement et des Ressources forestières, s'est adressé à l'assistance pour rappeler que son pays s'est engagé dans la voie de l'élimination des substances altérant la couche d'ozone. Il a toutefois demandé aux

Etats membres, signataires du Protocole de Montréal d'aider le Togo à atteindre cet objectif. « Le Togo en sa qualité de Pays Moins Avancé reste convaincu que l'avenir et l'efficacité du Protocole dépendront de la manière dont la communauté internationale saura concilier les exigences de l'élimination des CFC et des HCFC avec les préoccupations légitimes de besoins, d'appuis et d'assistance des pays en développement », a-t-il ajouté.

Formation sur les enjeux et la protection de la couche d'ozone



A l'occasion de la célébration de l'édition 2013 de la Journée internationale pour la protection de la couche d'ozone, les actions entreprises par le Togo dans le domaine ont été présentées lors d'une conférence qui a eu pour thème « Une atmosphère saine, tel est l'avenir que nous

voulons ». Au nombre de ces réalisations, on note la formation de 691 techniciens de froid aux bonnes pratiques en matière de froid, ainsi que la formation de 544 douaniers pour le contrôle des substances appauvrissant la couche d'ozone (Sao) et le commerce illicite de ces substances. A cela s'ajoutent

la réception et la distribution de lot d'équipements au profit de ces deux catégories d'acteurs (les bouteilles de gaz, les nanomètres, les caisses à outils, les appareils de récupération, etc.), la sensibilisation du public sur la nécessité de protéger la couche d'ozone, ainsi que l'élimination presquetotale des substances les plus nocives à la destruction de la couche d'ozone, en l'occurrence les chlorofluorocarbones (CFC). « Cependant, beaucoup d'efforts restent à faire notamment l'élimination d'autres substances comme les hydro chlorofluorocarbones (HCFC) », a reconnu le directeur de l'Environnement, Essobiyou Thiyu, représentant la ministre de tutelle à l'ouverture des activités de cette commémoration. « S'agissant des défis à relever, on pense à maîtriser l'informel, à former un plus grand nombre de techniciens de froid et de douaniers, à introduire des modules au niveau de l'Ecole nationale d'administration (Ena) pour faire en sorte que tous ceux qui y seront formés aient des notions de protection de l'environnement, mais spécifiquement de la couche d'ozone », a pour sa part confié le coordonnateur

du bureau national ozone au Togo, Amona Kossi Domepha.

Rappelons que la première célébration de la Journée mondiale pour la protection de la couche d'ozone remonte en 1987. Cinq ans après, c'est le tour de la région des Plateaux d'accueillir la formation des techniciens. Elle fait suite à celle tenue du 26 au 27 juillet dernier à Kara, où les techniciens de froid de la région centrale et de la Kara ont été formés sur le même sujet. Il s'agit de les sensibiliser sur la problématique de la destruction de la couche d'ozone causée par les substances qui appauvrissent la couche d'ozone (Sao) et ses conséquences, de renforcer leurs capacités sur l'arsenal juridique mis en place pour la gestion des Sao et le contexte juridique de l'entrée en vigueur de l'amendement de Kigali. Cette formation vise également à sensibiliser les participants sur les bonnes pratiques et les mesures de sécurité à adopter au cours des opérations d'entretiens des équipements et la manipulation appropriée des contenants de ces réfrigérants lors de leur apprentissage.

Source: www.togoportail.net

Les nouveaux gaz dangereux pour la couche d'ozone

Dans une étude publiée par des scientifiques, spécialistes de l'environnement dans la revue Nature Géosciences, quatre nouveaux gaz contribueraient à la destruction de la couche d'ozone. Ces substances creusent les fameux « trous » dans la couche d'ozone au-dessus des pôles, partie de l'atmosphère comprise entre 20 et 50 km d'altitude qui absorbe la plus grande partie du rayonnement solaire ultra-violet. Leur origine n'a pas été identifiée, mais certaines hypothèses sont évoquées: produits chimiques utilisés pour la production d'insecticides et des solvants pour nettoyer les composants électroniques. Les différences de concentration indiquent qu'ils ont été émis principalement dans l'hémisphère nord. Trois des gaz

sont des chlorofluorocarbures ou CFC, utilisés dans les systèmes de réfrigération et les aérosols, dont la production est désormais quasiment nulle, grâce au protocole international signé en 1985 à Montréal. Le quatrième appartient à la famille des hydrochlorofluorocarbures ou HCFC, également utilisés dans les réfrigérateurs, les aérosols, ou les climatiseurs, et dont l'élimination progressive est en cours. Plus de 74 000 tonnes de ces nouveaux gaz se sont accumulées dans l'atmosphère jusqu'en 2012. Il s'agit néanmoins d'une quantité très limitée quand on la compare aux émissions des CFC qui s'élevaient à plusieurs millions de tonnes dans les années 80.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

AVIS DE DECES

EN MEMOIRE DE NOTRE CHERE ET REGRETTEE

Doïse Sohoïnde Dorcas dite Yaovino

Rappelée à Dieu

le 24 Octobre 2018 à Lomé

dans sa 88^e année**Programme des cérémonies****Mardi 05 Février et Mercredi 06 Février 2019:**Présentation de condoléances à Djifa-Kpota de 18h à 20h,
Maison HOGLONOU sise derrière le côté Est du marché de Djifa**Vendredi 08 Février 2019****Veillée:** à partir de 20h à l'aube,
Lieu: Hounakopé, Afagnan-Gblétta
(Bas-Mono Togo)**Samedi 09 Février 2019****Lieu:** Inhumation au cimetière
familial Afagnan Gblétta
(Bas-Mono), Togo
Heure: A partir de 08h30*La famille vous remercie***Traduction**Avez-vous un texte, un document, un
diplôme à traduire?
Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
E-mail: dhoglonou@africatranslate.com**La notion du droit selon Auguste COMTE**

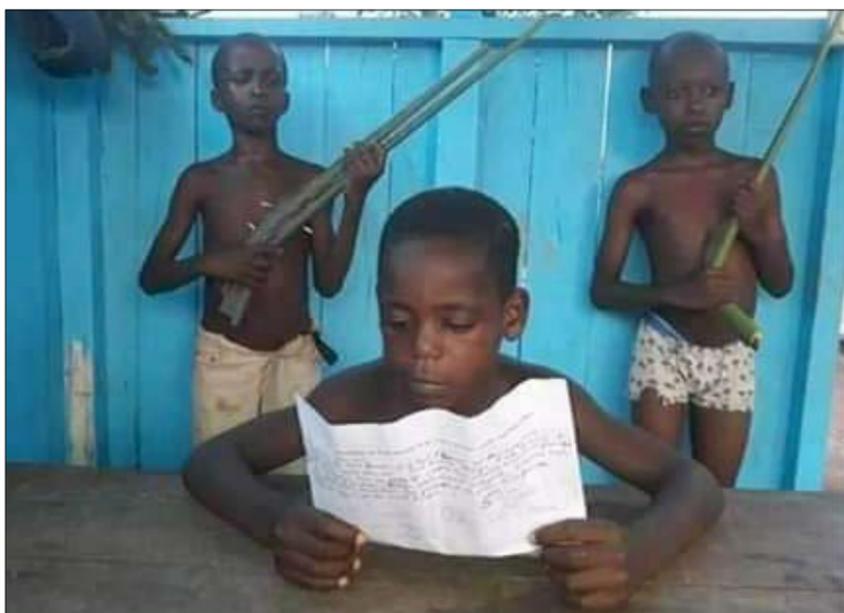
La notion de droit selon Auguste COMTE pourrait disparaître sans dommage car, la notion du devoir suffit. Il soutient que si tout le monde faisait son devoir envers tout le monde, les droits de tous se trouveraient garantis sans qu'il soit nécessaire d'en parler. Il faut selon A. COMTE ne pas parler des droits d'un individu. Ainsi évitera-t-on d'une part les conséquences de la volonté de puissance et d'autre part l'égoïsme, la mauvaise foi et l'envie.

En nous parlant seulement de nos devoirs envers autrui, abstraction faite de nos droits, on cache nos revendications individuelles ruineuses pour l'ordre social. (La colère appelle la colère et la joie appelle la joie...) la revendication de droit s'avère être d'une portée négative chez Auguste COMTE. Il conçoit au sein d'un ordre moral où sont définis ou accomplis les devoirs authentiques, la revendication des droits n'a plus de sens.

Critique

La conception d'Auguste COMTE est en apparence d'une cohérence évidente, mais elle n'est pas sans soulever des objections. On admet sans conteste qu'il peut être périlleux pour la morale de trop mettre l'accent sur l'exigence des droits, mais il n'est pas loin de sacrifier les droits au profit des devoirs. La société ainsi conçue par A. COMTE n'est pas l'idéale. Elle conçoit et préfigure très bien ses dictatures où la liberté disparaît.

En faite, il est indispensable de réclamer la justice lorsque les autres ne nous donnent pas ce qui est dû. Nous avons le devoir de défendre notre droit. Mais comment ?

Photo du jour

Commentez la photo ci-dessus

Les bons plans et les bonnes adresses**COURRIER EXPRESS**

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30
 AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19
 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
 GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
 AG Partners: Sise à Cassablanca
 www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
 RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ
 (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super
 Marche Le Champion)
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du
 Super Marche RAMCO)
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA
 (Qtier Adidogomé, carrefour des
 Franciscaïns), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19
 COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC.
 Tél: 90 79 79 90
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél: 90 15 39 87
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
 Tél: 22 40 04 99

Pharmacies de garde de Lomé du 14 au 21 / 01 / 2019

St ANTOINE	1048, Avlibération	22 21 29 64
CENTRE	46, Rue de la Gare	22 21 83 30
N-D de MEDJ	Bd du 13 Jan	22 35 20 02
DEO GRATIAS	Kotokou-Kondji	22 21 83 31
AMESSIAME-BE	Marché de Bè	96 32 97 60
KODJOVIAKOPE	Av. Duisbourg	22 21 89 90
PATIENCE	Tokoin Gbadago	22 21 60 94
BON SECOURS	Cassablanca	22 45 76 74
JUSTINE	Tokoin Habitat	22 21 00 01
ISIS	NUKAFU Gapkpoto	70 44 83 87
YEM-BLA	258, Av. Akéï	22 26 76 51
HEDZLANAWÉ	HEDZLANAWÉ	22 26 49 61
THERYA	TOGO 2000	22 61 56 52
CITRUS	Attiégou Yayrakomé	70 44 59 24
PHARMACIE	2000 BE KPOTA	22 70 01 69
CHRIST ROI	Kagomé	22 27 46 66
ELI-BERECAL	Adidogomé,	99 91 13 42
LA REFERENCE	Madiba	22 51 12 12
BONTE	Route SEGBE,	93 95 80 78
CONFIANCE	Face GTA	22 42 43 81
LUMIERE	Agbalepédogan	70 43 15 49
DJIDJOLE	DJIDJOLE	22 25 65 12
OSSAN	carrefour AVEDJI	70 40 44 25
DES ROSES	Vakpossito,	70 42 37 72
LA GRÂCE	SUN AGIP Agoè	22 25 91 65
ESPACE VIE	Agoè Logopé,	99 85 89 07
VITAS	Agoè Assiyéyé	22 25 63 43
MAWUNYO	Agoè-Sogbossito,	70 42 34 64
TAKOE	Zongo	22 34 03 42
BAGUIDA	Baguida	70 42 47 77
AVEPOZO	Avepozo	22 27 04 86

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigeria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Victoires de la Musique togolaise Un nouvel événement musical à l'horizon

Les promoteurs culturels donneraient tout l'or du monde pour voir le secteur de la musique togolaise connaître une certaine émergence. Les « Victoires de la musique togolaise » sont un événement qui veut promouvoir les artistes de la musique togolaise. Pour une première, il faut dire que l'événement s'annonce grand. En effet, une maison de 10.000.000 FCFA est mise en jeu.

Nous savons que la radio Zéphyr coordonne les « All Music Awards » ou encore Gold Communication de Rachid Souleymane porte « The Heroes ». Seulement, « Victoires de la musique togolaise », événement qui entend rompre avec tout ce qui existe jusqu'ici comme initiative de promotion de la musique du 228, semble

n'avoir ni de queue ni de tête.

Pourquoi ? Parce que jusqu'ici une mille et une questions pourraient trotter dans la tête des Togolais. Par exemple, les gens souhaiteraient connaître l'identité des organisateurs d'un tel concours qui propose 10.000.000 CFA pour la

récompense d'un artiste. Par ailleurs, sur les premiers visuels de promotion de VMT lancés sur les réseaux sociaux, il n'est nulle part fait mention des organisateurs; et il n'y a pas d'autres contacts que la page Facebook « Victoires de la Musique togolaise ». Notamment, les « Victoires de la Musique togolaise » sont un événement



Affiche les Victoires de la Musique Togolaise

qui allie spectacle et reconnaissance des acteurs de la musique togolaise. Il se déroule en deux volets à savoir : une soirée de récompense et un grand concert de musique. Pour un événement qui se veut rassembleur et recueillant l'assentiment

de tous, tout en mettant en avant la politique de proximité du président de la République vis-à-vis de la jeunesse, comment expliquer le fait que les porteurs du projet tiennent autant à rester dans l'ombre?

Nadia Edodji

Joutes verbales francophones

La journée de la francophonie s'annonce au Togo

Chaque année, à la date du 20 mars, est célébrée la Journée internationale de la Francophonie. Cependant, A travers des concours de mots, des spectacles, des festivals de films, des rencontres littéraires, chaque pays célèbre à sa manière cette journée de la langue française qui nous unit. Le Togo prépare déjà la fête par le lancement de l'édition 2019 du championnat des Joutes verbales francophones.

De talentueux candidats issus de douze universités et écoles d'enseignement supérieur du Togo se rivaliseront du 2 février au 16 mars 2019 dans le cadre du championnat des joutes verbales francophones. Organisé à l'endroit des étudiants, collégiens et lycéens, cette compétition francophone de promotion d'art oratoire et du débat contradictoire vise à former des jeunes orateurs au débat citoyen, en

facilitant leur prise de parole en public et en les aidant à perfectionner leur élocution.

Au cours du concours, la capacité de persuasion et le talent d'improvisation des candidats sont mis à rude épreuve. Les questions liées à la citoyenneté, à la gouvernance, aux droits et valeurs fondamentales de paix, de liberté, de fraternité et d'humanisme intégral, qui constituent notamment les fondements de la Francophonie, seront

donc au cœur des débats. Tout le championnat des Joutes verbales francophones sera axé sur le thème général : « Tous ensemble contre les inégalités sociale et environnementale pour l'atteinte des ODD ». Cette compétition est organisée par l'OIF avec l'appui technique de l'Institut français. La conférence de presse de lancement de cette 4^e édition du championnat des joutes verbales



Affiche Joutes verbales francophones

francophones s'est tenue le mercredi 16 janvier dernier à Lomé.

La jeune chanteuse Naïda Sambo est la

meilleure débattuse de l'édition précédente du championnat des joutes verbales francophones.

Nadia Edodji

Lire

« A la recherche du temps perdu, Tome VI » de Marcel Proust. Ed Ligaran. Pp 107

« ...Je n'avais pas de quoi être bien étonné. Je viens de dire que Françoise rendait rarement compte, dans les commissions qu'on lui donnait, sinon de ce qu'elle avait dit et sur quoi elle s'étendait volontiers, du moins de la réponse attendue. Mais, si par exception elle nous répétait les paroles que nos amis avaient dites, si courtes qu'elles fussent, elle s'arrangerait généralement, au besoin grâce à l'expression, au ton

dont elle assurait qu'elles avaient été accompagnées, à leur donner quelque chose de blessant. À la rigueur, elle acceptait d'avoir subi d'un fournisseur chez qui nous l'avions envoyée une avanie, d'ailleurs probablement imaginaire, pourvu que, s'adressant à elle qui nous représentait, qui avait parlé en notre nom, cette avanie nous atteignît par ricochet. Il n'eût resté qu'à lui répondre qu'elle avait mal compris, qu'elle était atteinte de délire de persécution et que tous les commerçants n'étaient pas ligüés contre elle. D'ailleurs leurs sentiments m'importaient peu. Il n'en était pas de même de ceux d'Albertine.

Et en me redisant ces mots ironiques : « Mieux vaut tard que jamais ! » Françoise m'évoqua aussitôt les amis dans la société desquels Albertine avait fini sa soirée, s'y plaisant donc plus que dans la mienne. « Elle est comique, elle a un petit chapeau plat, avec ses gros yeux, ça lui donne un drôle d'air, surtout avec son manteau qu'elle aurait bien fait d'envoyer chez l'estoppeuse car il est tout mangé. Elle m'amuse », ajouta, comme se moquant d'Albertine, Françoise, qui partageait rarement mes impressions mais éprouvait le besoin de faire connaître les siennes. Je ne voulais même pas avoir l'air de comprendre que ce rire

signifiait le dédain de la moquerie, mais, pour rendre coup pour coup, je répondis à Françoise, bien que je ne connusse pas le petit chapeau dont elle parlait : « Ce que vous appelez « petit chapeau plat » est quelque chose de simplement ravissant... C'est-à-dire que c'est trois fois rien », dit Françoise en exprimant, franchement cette fois, son véritable mépris. Alors (d'un ton doux et ralenti pour que ma réponse mensongère eût l'air d'être l'expression non de ma colère mais de la vérité, en ne perdant pas de temps cependant, pour ne pas faire attendre Albertine), j'adressai à Françoise ces paroles cruelles : « Vous

êtes excellente, lui dis-je mielleusement, vous êtes gentille, vous avez mille qualités, mais vous en êtes au même point que le jour où vous êtes arrivée à Paris, aussi bien pour vous connaître en choses de toilette que pour bien prononcer les mots et ne pas faire de cuirs. » Et ce reproche était particulièrement stupide, car ces mots français que nous sommes si fiers de prononcer exactement ne sont eux-mêmes que des « cuirs » faits par des bouches gauloises qui prononçaient de travers le latin ou le saxon, notre langue n'étant que la prononciation défectueuse de quelques autres... »

Mercato européen

Le FC Barcelone s'offre les services de Kevin Prince Boateng

Annoncé le lundi 21 janvier 2019 par la presse espagnole, le prêt de Kevin-Prince Boateng au Barça a été officialisé par le club catalan. Le polyvalent ghanéen arrive de Sassuolo (club italien). A la recherche d'un attaquant supplémentaire pour venir épauler Luis Suarez, le Barça a jeté son dévolu sur Kevin-Prince Boateng.

L'attaquant ghanéen de 31 ans est prêté jusqu'à la fin de la saison par Sassuolo au club catalan, avec une option d'achat estimée à 08 millions d'euros. "Est-ce que je suis plutôt supporter du Real Madrid ou du FC Barcelone? Real Madrid. Quand j'étais gamin, je portais toujours le maillot blanc du Real", déclarait l'intéressé il y a un an et demi. Lundi, Boateng a tenté de calmer le jeu. "Barça, j'arrive!", a laissé entendre Boateng.

"Je suis triste de quitter Sassuolo, mais c'est une bonne occasion (...) Ne me posez pas de questions sur le Real Madrid... Je suis impatient. Je veux seulement me concentrer sur Barcelone et espérer marquer à Bernabéu pour le prochain Clasico", a continué Boateng.

08 matches contre le Barça et 2 buts d'anthologie, le joueur possédant la double nationalité germano-ghanéenne a alterné les bons et les mauvais



Prince Boateng au Fc Barcelone

moments face à son nouveau club. Le Ghanéen signe le plus beau geste de la soirée en laissant parler son talent, notamment sur son contrôle orienté à l'aide d'une talonnade avant d'aller trouver les filets. Lors de la saison 2012/13, les dieux du football ont réuni à nouveau les deux équipes. Au match

aller, les Italiens s'imposent face au Barça (2-0), grâce à une nouvelle réalisation de Kevin-Prince Boateng. Au Camp Nou, les Blaugrana de Jordi Roura offrent un spectacle de premier plan à leurs supporters et écrasent les transalpins (4-0). Le Barça rit, Boateng pleure. Les deux dernières

fois où Boateng a rencontré le Barça, il évoluait dans les rangs de Las Palmas durant la saison 2016/17. Les Catalans surclassent l'équipe jaune à deux reprises (5-0 à l'aller et 1-4 au retour). Le Germano-ghanéen dispute l'intégralité des rencontres. Le frère du Bavarois Jérôme a disputé 13 matches de Série A cette saison, pour trois buts inscrits. Passé par l'Angleterre (Tottenham, Portsmouth), l'Allemagne (Hertha Berlin, Dortmund, Schalke, Francfort) et la Série A (AC Milan, Sassuolo), Boateng connaît aussi la Liga pour avoir évolué à Las Palmas en 2016-17 (10 buts en 28 matches de Championnat).

Attipoe Edem Kodjo

Match test

Les Eperviers juniors en amical aujourd'hui

En stage depuis le 15 janvier 2019 dans le cadre du match amical international contre leurs homologues du Burkina Faso, les éperviers juniors ont effectué leur dernière séance d'entraînement hier mardi matin à 8h00 au stade Municipal.

Ce Match amical international, sollicité par la fédération burkinabé de football, entre dans le cadre des préparatifs des Étalons juniors du Burkina Faso (en mise au vert dans la capitale togolaise depuis le 14 janvier dernier), qualifiés pour la CAN de la

catégorie qui aura lieu au Niger en février prochain. Pour se qualifier, les Étalons juniors du Burkina Faso ont battu, le samedi 21 juillet 2018 à Libreville, leurs homologues, les Panthères juniors du Gabon par la plus petite des marges (1-0). Les poulains de Séraphin Dargani

ont encore frappé fort en battant l'équipe gabonaise grâce au but de Fessal Tapsoba (64ème minute), auteur d'un doublé au match aller. Il y a 11 ans de cela que les juniors burkinabé ne s'étaient plus qualifiés pour une CAN de leur catégorie après la génération de



Les Eperviers juniors

Charles Kaboré, Alain Traoré et autres à Brazzaville en 2007. Les phases finales de la CAN U20, Niger 2019 se joueront du 24 février au 10 mars 2019.

Le match amical international Togo vs Burkina Faso, c'est aujourd'hui mercredi 23 janvier au stade municipal de Lomé, à partir de 15h30.

Attipoe Edem Kodjo

CAN U20 2019

L'arbitre Ntalé Kokou représente le Togo

La Coupe d'Afrique des Nations des U20 qui se joue au Niger à partir du 2 février verra la présence d'un arbitre togolais. Il s'agit de Ntalé Kokou.



Âgé de 31 ans, Ntalé Kokou fait partie des 12 arbitres retenus par la CAF pour officier

les rencontres lors de la compétition. En l'absence des Éperviers U20 non qualifiés pour l'épreuve,

Ntalé fera office de représentant de la Terre de nos Aïeux.

Huit pays répartis en deux poules de 4 prennent part à cette CAN. Le Niger, l'Afrique du Sud, le Nigeria et le Burundi dans le groupe A. Le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso et le Ghana dans le groupe B.

Par ailleurs, la Coupe d'Afrique des nations U-20 de football est une compétition sportive, créée en 1979. Organisée par la CAF tous les deux ans, cette compétition continentale oppose les meilleures sélections nationales juniors d'Afrique. Le pays organisateur est qualifié d'office pour la phase finale. Cette loi de la Car avait permis au Togo d'être finaliste de cette compétition en 1987.

J. A

Projet «Graines du Togo »

La nouvelle édition démarre en fin de semaine

La phase régionale de la 2^e édition du concours national « Graines du Togo » débute le samedi 26 janvier prochain dans les régions des Savanes et de la Kara.

Ce projet qui prend en compte des jeunes filles nées entre 2001 et 2004 et des jeunes garçons nés entre 2003 et 2006, vise à détecter des jeunes joueuses et joueurs de football de talents sur toute l'étendue du territoire national.

Les candidats du projet "grains du Togo" seront évalués sur plusieurs critères notamment leur maîtrise technique, leur qualité mentale, leurs aptitudes physiques et autres.

Le projet émane du

sélectionneur national Claude Le Roy et son équipe et est parrainé par le chef de l'État, dans le but de redynamiser l'ensemble des équipes de football du Togo. En rapport de ce projet, faut noter que 43 centres de formation ont été créés sur l'ensemble du territoire national avec 15 éducateurs recrutés et formés par centre.

Le coût total d'exécution de la première édition était de quatre-vingt-neuf millions six cent mille (89.600.000) de francs CFA.

La Rédaction

Pénurie du sang au Togo L'association Nubueke lance l'acte 3 de sa campagne de sensibilisation

L'association Nubueke a lancé hier mardi, la troisième édition de sa campagne de sensibilisation pour le don de sang au Togo. Cette campagne a pour objectif de combler le déficit de sang que connaît le Centre national de transfusion sanguine (CNTS).

Au Togo, les besoins en sang sont estimés à 70 000 poches de sang par an. Mais malheureusement, seulement 45 000 à 50 000 poches de sang sont collectées chaque année. Un déficit donc d'environ de 20 000 à 25 000 poches à combler.

Pour permettre à la CNTS de se ravitailler en sang

et sauver des vies, le mouvement Nubueke lance la troisième édition de sa campagne du don de sang. Cette campagne se tiendra le 16 février prochain de 7h à 16h au CNST d'Adewi. Le mouvement invite ainsi toute la population, surtout celle d'Adewi à sortir massivement pour ce geste. Il faudrait rappeler que le don de sang n'est autorisé qu'aux personnes

ayant au moins 18 ans. Le don de sang est un geste volontaire qui consiste à extraire le sang d'une personne bien portante jugée éligible au don, après consultation par un agent de santé. Ce sang sera utilisé pour sauver la vie des personnes en situation de manque. Donner régulièrement son sang permet de moins s'exposer à des risques de diabète de



des séance de prélèvement de sang (archives)

type B. Ce geste permet en outre aux donateurs d'être à l'abri de certaines maladies, puisque le don régulier permet le renouvellement du sang dans l'organisme humain.

Le don permet, par ailleurs au donneur de connaître son statut sérologique ou encore son groupage.

**Roxie Badadoko
(Stagiaire)**

Education inclusive et de qualité Dans les pays en développement, une fille sur quatre n'est pas scolarisée

Que tous les enfants (filles comme garçons) aillent à l'école partout dans le monde, c'est l'idéal auquel nous devons tendre. Les conséquences de la non-scolarisation et de la déscolarisation sont dramatiques pour les familles et surtout pour le développement des pays. D'ailleurs aujourd'hui, beaucoup de ceux qui sont « instruits » déçoivent dans leurs conceptions et leurs agissements. Alors que deviendront nos sociétés si la non-scolarisation persiste ? Malheureusement, c'est dans les pays en développement comme le Togo que le phénomène persiste, surtout au niveau des filles.



Une fille à l'école

Selon le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), « dans les pays

en développement, une fille sur quatre n'est pas scolarisée ». ¼ ne paraît pas aussi alarmant,

nous avons fait assez de progrès depuis, et avec un peu d'efforts, on pourra atteindre les 100%, pourraient argumenter certains. Toutefois, ne nous méprenons pas. Même si c'est une seule fille qui n'est pas scolarisée, il faut s'en préoccuper.

Même s'il ne doit pas y avoir de discrimination dans le respect des droits fondamentaux de l'Homme comme celui lié à l'éducation, l'éducation de la jeune fille est un aspect très important. D'ailleurs selon un adage, « éduquer

un garçon, c'est éduquer un individu, mais éduquer une fille, c'est éduquer une nation ». Cela se comprend, puisque la fille qui est appelée à devenir une femme, joue un rôle de premier plan dans l'éducation des enfants qui sont l'avenir de la nation.

Malheureusement et selon toujours le Pnud, « 103 millions de jeunes dans le monde manquent de compétences de base en lecture et en écriture et plus de 60% d'entre eux sont des femmes ». Inquiétant ! À cette allure, l'on se demande si les Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030 seront atteints. L'ODD 4 vise à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ».

La cible n°1 est particulièrement encore

plus spécifique. « D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile », peut-on lire. Les acteurs de l'éducation, la société civile et les gouvernants ont du pain sur la planche. Les parents doivent jouer leur partition dans ce combat.

Retenons tout de même que l'éducation inclusive et de qualité ne concerne pas seulement la question du genre. Les personnes handicapées de tout genre aussi ont besoin de cette inclusion. Ce sont des êtres qui sont également négligés dans ce domaine. Des acteurs étaient à Lomé il y a trois jours pour y réfléchir. Espérons que la situation évolue très vite.

Edem Dadzie

africa

www.africardv.com

Rdv

L'Afrique, par des Africains, dans une perspective africaine



Opti



Bonne Année
2019

La Banque Autrement
www.coris-bank.com

